Document généré le 24 avr. 2024 13:43

Études internationales

European Union Economic Diplomacy. The Role of the EU *in External Economic Governance*, Stephen Woolcock, 2012, Farnham, UK, Ashgate, xi + 205 p.

René Schwok

Volume 44, numéro 1, mars 2013

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1015134ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1015134ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Schwok, R. (2013). Compte rendu de [*European Union Economic Diplomacy. The Role of the* EU *in External Economic Governance*, Stephen Woolcock, 2012, Farnham, UK, Ashgate, xi + 205 p.] *Études internationales*, *44*(1), 145–147. https://doi.org/10.7202/1015134ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

On peut regretter quelques simplismes dans ce tableau. Cependant, s'il est tracé à grands traits, il a le mérite de la clarté. Il va surtout à l'essentiel et souligne les non-sens ou les contradictions du capitalisme. Surtout, il proclame l'injustice inhérente au capitalisme, sa culpabilité et celle des États qui le soutiennent. S'il est rafraîchissant de lire un tel réquisitoire, il demeure un réquisitoire et la prédiction de la fin du capitalisme me paraît relever de la politique fiction.

Ce livre est critiquable à différents égards. Premièrement, il s'en tient au modèle marxiste, ce qui ne signifie nullement qu'il soit erroné, mais plutôt qu'il se limite souvent à des généralités. Il apparaît à quelques occasions prisonnier de ce modèle, mais les néolibéraux aussi sont prisonniers de leur modèle. Ils sont peut-être plus fins dans leurs analyses, mais ignorent volontiers les coûts sociaux de l'économie qu'ils promeuvent. Deuxièmement, le livre qui est ici recensé voit poindre des promesses révolutionnaires dans la société actuelle souffrant de la crise. Je suis beaucoup plus réservé qu'il ne l'est à ce sujet. Ce qui me frappe surtout, c'est l'absence de révolte et de critique radicales contre le capitalisme dans les pays en crise, à commencer par les États-Unis, où la polarisation des revenus et les abus financiers sont pourtant criants. Si on y trouve une révolution qui réussit, c'est plutôt celle du Tea Party. Troisièmement, il compte sur une révolution socialiste pour résoudre les problèmes que crée le capitalisme, ce qui me paraît naïf au vu des expériences historiques. Quatrièmement, un des auteurs reconnaît le succès de la social-démocratie des trente glorieuses, bien qu'il se trompe sur la datation de cette période. Il reconnaît qu'elle réussit à soutenir la demande et donc à éviter la surproduction. Pourquoi, dans ce cas, ne pas préconiser de la rétablir ? Sans doute parce que le marxisme l'a condamnée et que cela vaut plus que les expériences historiques. Cinquièmement, la Chine est présentée comme une puissance rivalisant avec les États-Unis et offrant un modèle de développement où l'État joue le premier rôle. L'analyse est bien menée, mais aucune réserve ou critique n'est formulée à l'égard de la Chine.

Bref, nous voyons dans cet ouvrage une dénonciation vigoureuse du capitalisme, de ses crises et de la façon dont il réussit à faire porter par les États et les travailleurs ses faillites les plus évidentes. Mais le livre ne convainc pas quand il annonce la fin du capitalisme et les promesses du socialisme.

Joseph PESTIEAU
Cégep de Saint-Laurent

European Union Economic Diplomacy. The Role of the EU in External Economic Governance

Stephen WOOLCOCK, *2012, Farnham,* UK, *Ashgate, xi + 205 p.*

L'Union européenne est un acteur clé dans les relations économiques internationales, mais son rôle exact et le fonctionnement de son mécanisme de prise de décision sont souvent mal compris. Woolcock reconnaît lui-même que la politique extérieure économique peut souvent être considérée comme « complexe » et « frustrante », non seulement pour ceux qui sont en dehors du processus de prise de décision, mais même pour ceux qui en sont parties prenantes. Cet ouvrage permet précisément de mieux

s'y retrouver. Il sera apprécié aussi bien par les praticiens que par les politologues, juristes et économistes qui essaient de comprendre les structures « byzantines » de l'UE.

Divisé en sept chapitres, le livre vise à décrire la façon dont l'UE mène une diplomatie économique, à évaluer les facteurs qui déterminent le rôle qu'elle joue dans différents domaines et à offrir une méthode d'analyse de l'efficacité de sa diplomatie économique.

Cet ouvrage commence par donner un aperçu du rôle de l'UE dans la diplomatie économique externe avant d'offrir un cadre d'analyse. Après avoir exposé les principales idées conceptuelles, le livre progresse vers une enquête sur le commerce extérieur de l'UE et la prise de décision à cet égard, s'intéresse à l'Union européenne en matière de réglementation financière internationale, à la politique européenne dans le domaine de l'environnement extérieur, puis à la politique de développement de l'UE. Enfin, au dernier chapitre, l'auteur relie et synthétise les thèmes et les arguments clés.

Stephen Woolcock soulève un certain nombre de questions : Quand et où l'UE joue-t-elle un rôle de premier plan ? Quand l'UE exerce-t-elle un pouvoir normatif dans les relations économiques extérieures ? L'UE a-t-elle la capacité et la volonté d'utiliser son pouvoir économique ?

Pour répondre à ces questions, Woolcock avance un certain nombre de variables explicatives, comme des facteurs systémiques et des facteurs externes d'action dans un domaine donné : les intérêts des États membres, les intérêts sectoriels et le niveau de développement de l'acquis communautaire dans le domaine spécifique envisagé.

Après avoir énoncé ces facteurs, l'auteur reconnaît qu'ils varient en importance selon la problématique particulière à l'étude. Par exemple, la taille économique relative de l'Union européenne est soulignée comme un facteur particulièrement déterminant pour le succès éventuel des négociations, en particulier dans les négociations commerciales, même en l'absence d'une volonté d'user de cet avantage. Il souligne aussi que l'autonomie du négociateur affecte la forme du résultat final en limitant, voire potentiellement en compromettant, le processus de négociation.

Une des thèses originales de Woolcock est que l'UE peut être considérée comme un « *soft power* » (puissance douce) économique. Une telle assertion est avancée parce que le large consensus libéral sur lequel se fonde une intégration plus profonde est incompatible avec les politiques qui pourraient en faire un « *hard power* » (puissance dure), par exemple en utilisant la menace de la fermeture du marché comme moyen de chantage.

L'analyse est étayée par un grand nombre de données qui facilitent la compréhension du lecteur, à partir de schémas de base de la prise de décision de l'UE. Il y a ainsi des diagrammes utiles des structures des organisations impliquées dans ces domaines complexes, ainsi que des graphiques décrivant les processus par lesquels les décisions sont prises.

D'une manière générale, c'est un texte qui servira de point de référence incontournable pour l'enseignement avancé sur l'intégration européenne, en plus de servir de base extrêmement précieuse pour les chercheurs. On ressent que le livre est le fruit d'années

de recherches menées par l'un des plus grands spécialistes dans le domaine. Pourtant, l'ensemble reste très lisible et il sera utile pour tous ceux qui veulent s'y retrouver dans l'incroyable complexité de la politique économique extérieure de l'UE.

René SCHWOK
Département de science politique
et Institut européen de l'Université de Genève

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

The South Tyrol Question, 1866-2010. From National Rage to Regional State

Georg GROTE, 2012,
Berne, Peter Lang, 190 p.

Cet ouvrage est l'une des rares études en anglais sur le Tyrol du Sud, territoire qui, dans l'Italie contemporaine, correspond à la province de Bolzano/Bozen dont la majorité est germanophone. Georg Grote retrace l'histoire politique de cette région qui est passée de l'Autriche à l'Italie après la Première Guerre mondiale et qui a par la suite défié, quelquefois violemment, les stratégies d'intégration de l'État italien. Il utilise à bon escient une gamme intéressante de sources primaires afin de documenter les positions variées et changeantes de la communauté germanophone du Tyrol du Sud ainsi que celles de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Autriche à l'égard du statut politique de la région. L'auteur démontre une expertise incontestable du cas sud-tyrolien pour lequel il offre une analyse étoffée mettant l'accent sur les transformations du mouvement autonomiste et des politiques d'intégration de l'État italien.

Les premiers chapitres du livre portent sur la transition entre les périodes autrichienne et italienne du Tyrol du Sud. L'auteur explique que l'incorporation de ce territoire à l'Italie en 1920 laissait à sa population germanophone bien peu d'espoir que son identité soit respectée. De fait, la montée au pouvoir de Benito Mussolini a entraîné d'agressives politiques d'italianisation au Tyrol du Sud qui visaient à réduire, sinon à éliminer, la culture allemande de la région. Le chapitre 5 est particulièrement intéressant, car Grote y discute de la dynamique particulière de la relation entre l'Italie fasciste et le troisième Reich autour du Tyrol du Sud. L'auteur explique que, malgré ses objectifs d'unification de la nation allemande, Hitler a choisi d'accepter la souveraineté italienne sur le Tyrol du Sud afin de conserver son alliance avec Mussolini. Une option fut pourtant présentée aux Tyroliens du Sud, soit celle de quitter la région pour le Reich allemand. Ceux qui ne voulaient pas partir allaient devoir vivre avec les politiques d'italianisation de Mussolini.

Les chapitres suivants portent sur la période débutant avec la fin de la Seconde Guerre mondiale. Grote explique que les promesses non tenues d'autonomie pour le Tyrol du Sud, suivies d'un retour à des politiques d'italianisation, ont provoqué un mouvement d'opposition violent mené par le Südtiroler Volkspartei (SVP) qui a tenté pendant les années 1960 de changer la situation politique de la région par des attentats. L'auteur avance un argument intéressant pour expliquer le déclin de la violence et la normalisation de la situation vers la fin des années 1960 et au début des années 1970. Selon lui, le procès de membres du SVP soupçonnés d'attentats violents a eu comme double conséquence d'exposer une vulnérabilité de l'État italien et de propager